

La guerre en Ukraine déstabilise l'économie française

À peine remise de la pandémie de Covid-19, l'économie française va être pénalisée par la guerre en Ukraine qui devrait ralentir la croissance tout en accélérant la hausse des prix, selon la Banque de France.

Temps de lecture : minute

14 mars 2022

La croissance française devrait être amputée en 2022 de 0,5 à 1,1 point de pourcentage par rapport à ce qui se serait produit sans le conflit, estime la Banque de France. Le produit intérieur brut (PIB) français progressera de 3,4% si le prix du pétrole s'établit en moyenne sur l'année à 93 dollars, mais de seulement 2,8% si ce prix atteint 119 dollars. Sans la guerre, la croissance aurait été de 3,9%, estiment les économistes de la banque centrale.

Le directeur général de la Banque de France, Olivier Garnier, a précisé lors d'une conférence de presse que les deux scénarios étaient "possibles", ajoutant qu'il était incapable "de dire lequel est le plus probable" et qu'il pourrait y en avoir d'autres. La Banque de France n'a ainsi pas calculé l'effet qu'aurait un arrêt des fournitures de gaz et de pétrole russes. Pour l'ensemble de la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) avait déjà abaissé jeudi sa prévision de croissance pour 2022 de 4,2% à 3,7%.

L'industrie, premier secteur ciblé

La Banque de France précise qu'avant le déclenchement de la guerre, elle

avait prévu de relever de 3,6% à 3,9% sa prévision 2022 pour la France, après avoir révisé en hausse à 2,4% l'acquis de croissance à la fin de 2021. Et selon sa note de conjoncture également publiée dimanche, le PIB a continué à progresser en février pour atteindre un niveau de 1,75%, supérieur à celui de l'avant-crise deux ans auparavant. Mais la croissance va s'amenuiser au fil de l'année.

La banque centrale prévoit ensuite une croissance de 2% en 2023 puis de 1,4% en 2024 dans le scénario "*conventionnel*", et de 1,3% puis 1,1% dans celui baptisé "*dégradé*". Le coup de frein survient alors que "*nous n'avions pas encore retrouvé notre trajectoire potentielle de croissance*" d'avant la crise sanitaire, a souligné Olivier Garnier.



À lire aussi

Elon Musk apporte son soutien à l'Ukraine via Starlink

"Le choc globalement est moins fort que durant le premier confinement de l'année 2020 mais il s'inscrit dans une durée plus longue", a expliqué Matthieu Lemoine, économiste de la banque centrale. *"Avec le Covid, ce sont les services qui avaient été touchés; cette fois-ci c'est plutôt l'industrie. Avant la guerre, elle avait déjà des difficultés*

d'approvisionnement, qui devaient progressivement se dissiper cette année. À court terme, nous n'allons malheureusement pas voir cette amélioration" , a estimé dans un entretien au Parisien le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau.

Trois ordres de chocs négatifs à venir

Les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine se feront également sentir sur les prix, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), qui devrait atteindre cette année 3,7%, selon le premier scénario, et 4,4% selon le second. Cet indicateur de l'inflation, qui permet des comparaisons au niveau européen et prend davantage en compte les prix de l'énergie que l'indice des prix à la consommation (IPC) national mis en avant par l'Insee, s'est élevé à 4,1% sur un an en France en février mais devait, selon les prévisions faites avant la guerre, revenir aux alentours de 2% avant la fin 2022. Olivier Garnier a rappelé que l'inflation s'élevait en moyenne à 5,8% dans la zone euro et estimé que celle de la France serait aussi élevée sans le bouclier tarifaire mis en place par le gouvernement sur les prix du gaz et de l'électricité.

La banque centrale prévoit désormais que l'inflation diminuera à 1,9% en 2023 puis à 1,7% en 2024 dans le scénario conventionnel, mais qu'elle se maintiendra à un niveau élevé avec 3,3% l'an prochain avant de retomber à 1,5% en 2024 dans le scénario basé sur des prix de l'énergie durablement très élevés.

Les chocs négatifs sur l'économie française du conflit sont au total de trois ordres : augmentation des prix de l'énergie et des matières premières, réduction de la consommation et de l'investissement, ainsi qu'une diminution de la demande adressée à la France qui affectera le commerce extérieur, indique encore la Banque de France.

Article écrit par Maddyness, avec AFP.